La vente à la découpe de l'armement Français

Le 24-10-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Début janvier 2016, la Direction générale de l'armement (DGA) a pris une décision qui risque d'entraîner la disparition d'un savoir-faire français ainsi que l'autonomie de la France en matière d'armement. La DGA confie à une filiale d'un conglomérat industriel allemand la fabrication des bombes françaises jusque-là assurée par une entreprise française. Le contrat est de plus de 220 millions d'euros

L’enfumage du FAMAS

L'armée française abandonne le FAMAS pour le fusil d'assaut allemand HK 416. L'idée de remplacer le fusil d'assaut français par une arme construite à l'étranger était déjà sur la table en 2014, lorsque M. Montebourg était ministre du « Redressement productif ». Le FAMAS qui équipe les militaires depuis 30 ans était fabriqué par la manufacture de Saint-Etienne (MAS) qui a fermé en 2001.

En mai 2014, quelques mois avant la sortie d’Arnaud Montebourg du gouvernement, la DGA lance un appel d’offres (pour remplacer le FAMAS) qui reçoit des candidatures essentiellement étrangères, à l’exception du dossier du fabricant stéphanois Verney-Carron, spécialisé dans la fabrication d’armes de chasse de qualité. Mais l’entreprise est évincée dès le mois de juin. La raison est liée aux directives européennes : l’appel d’offres comporte une clause sur le chiffre d’affaires minimum des sociétés, rendant impossible la candidature de la Société Verney-Carron. Il n’y aura donc pas de candidature française. A l’époque, Verney-Carron rencontre un collaborateur du ministre Montebourg… Sans aucune suite.

En 2015, cinq concurrents étrangers faisaient partie de la "shortlist". Le seul enjeu en matière de retombées économiques pour la France portait sur la maintenance. Parmi les cinq candidats, seuls deux envisageaient de localiser tout ou partie de l’entretien des futurs fusils sur des sites en France : l’italien Beretta (dans la Loire) et le belge FN Herstal, qui acceptait de confier une partie de la maintenance aux ateliers Nexter Mechanics de Tulle.

Scandale derrière « *l'affaire FAMAS* »

Mais derrière cette « *affaire FAMAS* », nouvel abandon gouvernemental de l’industrie française en matière de petit armement, se cache un véritable scandale.

Le 14 janvier 2016, la DGA a attribué à la société RWM Italia S.P.A, filiale du conglomérat allemand Rheinmetall AG, un marché public portant sur la fourniture de bombes MK82 pour le montant astronomique de

225 133 693 euros d'une durée de dix ans (contre 90 000 000 euros initialement prévus). Un très beau cadeau à l'Allemagne.

Car la DGA aurait dû se tourner vers la Société Des Ateliers Mécaniques de Pont sur Sambre (SAMP), entreprise française qui était jusqu'en 2011, unique fournisseur de l'armée de l'air en bombes.

Cette décision du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, fait disparaître un savoir-faire français mondialement reconnu. Elle porte un nouveau coup à notre indépendance nationale… et fera peut-être disparaître une PME française.

La liquidation programmée de l'industrie des munitions de petit calibre permet à la DGA de proposer un fusil étranger de renouvellement pour l'armée française, détruit des emplois, liquide notre souveraineté et l'indépendance de notre pays en matière de matériel militaire.

Question d'indépendance nationale

C'est une catastrophe. Les conflits auxquels la France prend part nécessitent un ravitaillement sûr et régulier et l'expérience des munitions du FAMAS n'est pas rassurante. « *Après que l'Etat a décidé de ne plus les faire fabriquer en France, on s'est retrouvé avec des munitions de mauvaises qualités* » témoignent de hauts gradés. Et de poursuivre : « *Il faut toujours préférer le « made in France » très en vogue en ce moment car, au-delà de la raison économique, il y a une véritable nécessité stratégique »*.

Mais il y a un autre risque :

Le leader européen est la société italienne SEI, devenue RWM Italia Munitions S.r.l, filiale de Rheinmetall. La société mère est donc allemande. « *Il faut s'interroger sur l'indépendance de cette société au regard des freins administratifs que pourrait mettre l'Allemagne à l'exportation de matériel de guerre. Par ailleurs, la position prudente de l'Italie quant aux frappes au Levant pourrait, elle aussi, influencer sa position en matière d'exportations d'armements.* » soulignent deux parlementaires.

L'Allemagne applique, en effet, depuis plusieurs années, une politique restrictive de ventes d'armes à l'étranger. Même pour du matériel fabriqué en partenariat avec la France. Rappelons que récemment Berlin s'est opposé à la vente d'hélicoptères fabriqués en France destinés à l'Ouzbékistan qui contenaient des composants allemands et qu'en 2011, la société allemande de chars KMW (depuis associée au Français Nexter) a perdu un contrat de 1 milliard d'euros avec l'Arabie Saoudite pour les mêmes raisons.

Au-delà de la vente d'armes, c'est bien d'indépendance nationale et de souveraineté dont il s'agit. Et ce gouvernement, comme le précédent, en liquide les derniers vestiges. Pour le Pardem, il est urgent de recouvrer la souveraineté nationale et populaire de la France et de recréer une industrie nationale de défense.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire